



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 40 (2021)

Faits saillants

- ❖ Région : création de fonds destinés à faciliter la fermeture des centrales électriques au charbon
- ❖ Indonésie, Malaisie : rebond de l'indice PMI en septembre
- ❖ Thaïlande : maintien de la notation S&P à BBB+
- ❖ Cambodge : croissance de 2% en 2021 selon le FMI

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

4,9%

Estimation du déficit public de
l'Indonésie en 2022

Région

L'ASEAN en queue de peloton du classement Nikkei des pays gérant au mieux la crise sanitaire

Le dernier classement « *Nikkei COVID-19 Recovery Index* », confirme la moindre efficacité des mesures de lutte contre l'épidémie adoptées par les pays de l'ASEAN, et signale la détérioration de leur attractivité. À la 54^{ème} place, l'Indonésie dépasse Singapour (70^{ème}) et devient le pays de l'ASEAN le mieux noté. Ils sont suivis du Cambodge (76^{ème}) tandis que les autres pays de l'ASEAN se situent plus bas dans le classement : la Malaisie est 102^{ème} suivie de la Birmanie (105^{ème}), la Thaïlande (109^{ème}), le Vietnam (118^{ème}), et le Laos (120^{ème}). Les Philippines (121^{ème}) sont dernières du classement. Alors que de nombreux pays d'Asie-Pacifique avaient été des exemples en matière de gestion de la crise sanitaire en 2020, ces derniers sont désormais frappés par une hausse rapide du nombre de cas, aggravée par l'apparition de nouveaux variants, la lenteur des campagnes de vaccination et le maintien de la fermeture des frontières.

ASEAN countries still rank low despite expedited vaccinations

Scoreboard of selected countries/regions on the Nikkei COVID-19 Recovery Index as of September

Rank	Location	Infection management			Vaccination			Mobility		
		Tests per case*	Confirmed cases per capita*	Confirmed cases vs. peak case count*	Total doses per capita	Share of vaccinated population	New doses per capita*	Community mobility	Policy stringency	Flight activity
7	Hong Kong	10	8	10	7	8	8	9	5	3
9	China	10	9	10	10	10	5	6	3	4.5
14	Japan	7	6	10	9	8	10	7	5	3.5
18	Taiwan	10	9	10	5	3	10	7	7	2
54	Indonesia	8	7	10	4	4	9	7	4	1.5
70	Singapore	8	1	0	10	10	8	5	6	1
76	Cambodia	7	4	2	9	9	9	4	4	0
102	Malaysia	2	1	5	9	8	10	4	2	0.5
105	Myanmar	4	6	8	3	3	9	2	4	1.5
109	Thailand	1	2	5	5	5	10	5	5	0.5
118	Vietnam	5	3	4	4	3	10	1	3	0
120	Laos	3	4	1	5	5	7	1	5	0.5
121	Philippines	1	2	3	4	5	7	4	3	1.5

Création de fonds destinés à faciliter la fermeture des centrales électriques au charbon en Asie du Sud-Est

Le Président de la Banque asiatique de développement (BAsD), Masatsugu Asakawa, a déclaré vouloir doter la banque de fonds dédiés à la fermeture de centrales électriques au charbon en Asie du Sud-Est d'ici 2022. Selon ce dernier, l'utilisation de ces fonds permettrait de fermer les installations cinq à dix ans plus tôt que prévu. Les fonds seront financés par des subventions gouvernementales et des prêts à long terme à faible taux d'intérêt et solliciteront des investissements auprès d'institutions financières. La BAsD envisage la création d'un fonds dédié à l'achat de centrales électriques et d'un fonds dédié à la promotion des énergies renouvelables en Asie du Sud-Est. Des consultations sont en cours avec les gouvernements des pays de la région pour lesquels le charbon représente une part importante du mix énergétique (Indonésie, Philippines et Vietnam notamment).

Indonésie

Reprise de l'activité manufacturière au mois de septembre

L'indice des directeurs d'achat (PMI) de l'Indonésie augmente de 43,7 à 52,2 entre août et septembre 2021 et franchit le seuil entre contraction et expansion, fixé à 50. La reprise de l'activité dans l'industrie manufacturière est permise par l'allègement des mesures d'urgence et de restriction sur les déplacements (PPKM). La pandémie a durablement affecté l'emploi dans ce secteur, troisième plus gros pourvoyeur d'emplois dans l'archipel derrière l'agriculture et le commerce, soit 17,82 millions de travailleurs en février 2021 (-4,73% en glissement annuel).

Ratification du projet de budget 2022 par le Parlement

Le budget de l'État (APBN) 2022 est fondé sur une hypothèse de croissance économique de 5,2%, une inflation de 3% et un taux de change IDR/USD de 14 350. Il prévoit en outre des recettes publiques de 129,6 Mds USD (+5,9% par rapport au budget 2021, 10,3% du PIB), dont 106 Mds USD (+4,5%, 8,4% du PIB) de recettes fiscales. Les dépenses publiques sont estimées à 190,5 Mds USD (-1,3%, soit 15,2% du PIB), dont 136,5 Mds USD (-0,5%, 10,9% du PIB) pour les dépenses de l'État et 54 Mds USD (-3,6%, 4,3% du PIB) transférés aux collectivités locales. Le déficit est prévu à 60,9 Mds USD (-5,4%, soit 4,9% du PIB).

Accord sur un projet de réforme visant à augmenter les recettes publiques

Le gouvernement et la commission des affaires financières du Parlement se sont mis d'accord sur le projet de réforme fiscale pour un vote en session plénière. Le projet de loi sur l'harmonisation des réglementations fiscales vise à permettre une augmentation des recettes publiques et de lutter contre l'évasion fiscale, en ajustant les procédures fiscales. Il prévoit un programme d'amnistie fiscale, et l'augmentation de la TVA de 10 à 11% en 2022, puis 12% à partir de 2025, et le retrait de certains biens et services de la liste des produits non imposables. L'impôt sur les sociétés est abaissé de 25 à 22% en 2022 (contre 20% prévu initialement par le gouvernement). En matière d'impôt sur le revenu, le seuil de non-imposition pour une personne célibataire passe de 15,84 M IDR (1 100 USD) à 54 M IDR (3 800 USD). Une nouvelle tranche d'imposition devrait être mise en place pour les revenus supérieurs à 5 Mds IDR (350 600 USD), avec un taux d'imposition à 35%. Le taux maximal applicable est actuellement de 30%, sur les revenus supérieurs à 500 M IDR (35.000 USD). Le projet de loi prévoit la mise en place d'une taxe carbone à partir d'avril 2022, dont le taux minimum est fixé 30 000 IDR (2 USD) par tonne de CO₂, soit moins du double de celui initialement prévu par le gouvernement (75 000 IDR soit 5 USD). Le taux pourra être néanmoins être modifié ultérieurement par le gouvernement par voie réglementaire.

Malaisie

Rebond notable de l'indice PMI en septembre

L'indice des directeurs d'achat du secteur industriel a atteint 48,1 en septembre, après 39,9 en juin, 41,1 en juillet et 43,4 en août. Tant l'indice de production que les volumes de commande ont continué de baisser, mais au rythme le plus faible depuis mai, du fait de délais toujours significatifs dans la chaîne d'approvisionnement, partiellement compensés par la levée partielle des mesures de confinement. La reprise de la demande externe, notamment de la part des Etats-Unis et de pays du Moyen-Orient, a également contribué à améliorer les anticipations des acteurs du secteur industriel.

62% des fonds affectés au plan de soutien ont été utilisés

Selon le ministre des Finances, 330 Mds MYR (79,7 Mds USD) des 530 Mds MYR (128,2 Mds USD) alloués aux 8 plans de soutien mis en place depuis avril 2019 ont été consommés au bénéfice de 2,4 millions d'entreprises et 20 millions de personnes. S'agissant des mesures budgétaires, mobilisées au travers du COVID-19 Fund, plus de 90 % des crédits ont été consommés et le gouvernement a proposé de relever le plafond de ce fonds de 65 à 110 Mds MYR.

Garanties publiques aux entreprises et endettement public

À ce jour, le total des prêts accordés aux entreprises avec garantie du gouvernement dans le cadre des plans de soutien s'élève à 300,44 Mds MYR (72,8 Mds USD), soit 19,84% du PIB ; 91,2% de ce montant sont constitués de prêts en monnaie locale. Selon le vice-ministre des Finances, fin août, la dette du gouvernement fédéral s'élevait à 965,3 Mds MYR (234,4 Mds USD), soit 63,3% du PIB, et la dette fédérale statutaire (bons du Trésor, bons du Trésor islamiques et bons d'investissements du gouvernement) à 59,2% du PIB, donc légèrement en-deçà du plafond légal de 60%. Le gouvernement s'apprête toutefois à solliciter le Parlement pour porter ce plafond à 65% du PIB.

Une bouffée d'air pour AirAsia

L'organisme public de garantie des prêts bancaires accordés aux entreprises privées, Danajamin Nasional Bhd, vient d'approuver un prêt de 500 M MYR (121,3 M USD) qui sera consenti à AirAsia par un consortium bancaire dans le cadre d'un des plans de soutien face à la crise économique et sanitaire. AirAsia, dont l'endettement représente plus de 20 fois la capitalisation boursière, cherche à mobiliser des fonds à hauteur de 2 à 2,5 Mds MYR via des emprunts ou cessions d'actifs, et espérait obtenir une garantie publique à hauteur de 1 Md MYR.

Singapour

Approbation par le Parlement d'une loi pour lutter contre l'ingérence étrangère

Le *Foreign Interference Countermeasures Act* (FICA) a été adopté par le Parlement le lundi 4 octobre (75 votes pour, 11 contre, 2 abstentions). Parmi les mesures, la FICA permet aux autorités d'exiger des informations auprès des fournisseurs de service Internet et de services de médias sociaux, et de bloquer certains contenus, ainsi que de supprimer des applications. Les personnes considérées ou désignées comme « personnes politiquement importantes » devront se conformer à des règles strictes en matière de dons et déclarer leurs liens avec des entités étrangères. Selon le gouvernement, la FICA ne couvre pas la création de partenariats à l'étranger, la sollicitation d'entreprises à l'étranger, la mise en réseau avec des étrangers, la recherche de dons ou le soutien à des organisations caritatives.

Première contraction des ventes de détail en six mois

Les ventes au détail se sont contractées de 2,8% en août en glissement annuel, en raison notamment du recul des ventes de véhicules à moteur (-17,5%) et des produits alimentaires (-6,7%), selon les données publiées par le Département des statistiques de Singapour (SingStat). L'effet de comparaison avec 2020 a également tendance à s'atténuer, les ventes de détail n'ayant progressé que de 0,2% g.a en juillet. En valeur, les recettes des ventes au détail atteignent 3,4 Mds SGD (2,5 Mds USD), en baisse de 0,6% en variation mensuelle (après +0,9% en juillet). Les ventes au détail en ligne représentaient environ 14,1% des ventes totales en août (+13,8% par rapport à juillet). Selon un économiste de la banque UOB, ces chiffres pourraient refléter les inquiétudes des consommateurs singapouriens face à la faiblesse du marché du travail et la détérioration de la situation sanitaire. Malgré ces derniers chiffres, la banque s'attend à une hausse des ventes de détail de 9,6% en 2021 par rapport à 2020.

Acquisition par Grab de 90% des parts dans la licorne indonésienne OVO

L'entreprise d'e-commerce Grab obtient une participation majoritaire dans la licorne indonésienne OVO, l'un des principaux services de paiement électroniques en Indonésie (38% de part de marché en 2020) avec l'acquisition des participations de Tokopedia et du conglomérat local Lippo Group.

Vietnam

Deux scénarios de croissance du PIB pour 2021 selon HSBC Vietnam

Selon les nouvelles prévisions de HSBC Vietnam, le PIB du pays augmenterait de 5 à 5,5% ou de 3,5 à 4% en fonction de la rapidité et de l'efficacité du déploiement de la campagne de vaccination, de la réouverture de l'économie et de la reprise des principaux marchés d'exportation. Les fondamentaux du Vietnam restent solides et HSBC prévoit une croissance de 6,8% en 2022.

Approbation de la Stratégie de croissance verte pour la période 2021-2030

La "Stratégie nationale de croissance verte pour la période 2021-2030, avec vision à l'horizon 2050" vient d'être approuvée. Le Vietnam s'est fixé pour objectif de réduire de 15% d'ici 2030 ses émissions de gaz à effet de serre par unité du PIB par rapport à 2014, et de 30% d'ici 2050.

Réduction des prêts étrangers dans la dette publique

Les obligations d'État constituent un instrument clé dans la restructuration de la dette publique du Vietnam et ont contribué à réduire la dépendance à l'égard des prêts étrangers, selon un rapport de la Bourse de Hanoï qui passe en revue les 12 années de développement du marché des obligations d'État (septembre 2009 - septembre 2021). La part des prêts étrangers dans la dette publique est passée de 73,6% en 2010 à 63,4% en 2015, et 34,8% en 2021.

Réouverture de 10 liaisons intérieures à partir du 10 octobre

L'Autorité de l'aviation civile du Vietnam envisage la reprise de 10 liaisons intérieures à partir du 10 octobre, après avoir eu l'accord de 10 localités, dont Hô Chi Minh-Ville. Hanoi n'a pas encore donné le feu vert à cette proposition.

Thaïlande

S&P : maintien de la notation souveraine de la Thaïlande

L'agence de notation Standard & Poor vient d'annoncer le maintien de la notation souveraine de la Thaïlande à BBB+ avec une perspective stable, considérant que les indicateurs financiers du pays restent solides, en particulier en termes de comptes extérieurs et de réserves de change. Pour rappel, malgré la nette dégradation du compte courant depuis le début de la crise du fait de la chute des recettes touristiques, les exportations ont fortement repris à la hausse depuis janvier, augmentant à un rythme même plus élevé que durant la période pré-COVID (+18% en moyenne depuis janvier 2021 contre +13% en moyenne entre 2015 et 2019) grâce à la reprise de la demande internationale. Par ailleurs, les réserves de change brutes se situent toujours à un niveau très élevé (252 Mds USD fin août 2021, soit un montant trois fois supérieur au stock de dette à court terme et représentant un peu plus de 12 mois d'importations). À moyen-terme, S&P considère que le rythme de croissance devrait progressivement s'accélérer pour permettre à la Thaïlande de retrouver son niveau de PIB d'ici 2023 (prévisions plus optimiste que la Banque mondiale qui table sur post 2023) en raison : (1) de la reprise des flux touristiques aidée par une campagne de vaccination dont l'efficacité s'est nettement améliorée ces derniers mois, (2) de l'assouplissement des restrictions sanitaires et (3) des grands programmes d'investissement en cours dans les infrastructures.

Accélération de l'inflation en septembre et révision à la baisse pour 2021

Selon les dernières estimations du ministère du Commerce, le taux d'inflation a de nouveau augmenté au mois de septembre à +1,68% g.a après une contraction de -0,02% en août. Cette légère accélération s'expliquerait essentiellement par la fin des subventions gouvernementales aux charges courantes d'eau et d'électricité (+6,24%) et par l'augmentation des prix de l'essence (+10,08%), les autres catégories de dépenses enregistrant une inflation quasi-nulle du fait d'une demande encore relativement atone. Au troisième trimestre, le taux d'inflation a crû de 2,36% g.a. et de 0,74% en g.t. Pour l'ensemble de l'année 2021, le ministère du Commerce a revu ses prévisions à la baisse avec une inflation attendue entre 0,8 et 1,2% (scénario moyen à 1%) contre une fourchette de 0,7% à 1,7% (scénario moyen à 1,2%) précédemment. Ce changement repose notamment sur les dernières révisions à la baisse des prévisions de croissance pour 2021 (fourchette de 0,7-1,3% contre encore 3-4% en avril dernier). La hausse des prix devrait néanmoins continuer de s'accélérer au quatrième trimestre (prévision à 1,4-1,8% en g.a.), portée par les prix de l'énergie, la reprise de la demande stimulée par la fin progressive des restrictions sanitaires et la dépréciation du baht (qui affecte le coût des intrants).

COVID-19 et interruption des chaînes logistiques en Thaïlande

L'épidémie de la COVID 19 a perturbé les chaînes logistiques en ASEAN et notamment en Thaïlande, ce qui pourrait peser sur la reprise économique en cours. Ainsi, en Thaïlande, même si le gouvernement a pris des mesures dites « *bubble and seal* » (cas contacts et confirmés envoyés en confinement et/ou traitement) pour éviter des fermetures entières d'usine, plusieurs compagnies ont dû temporairement interrompre leurs opérations pour un nettoyage en profondeur de leurs usines après avoir enregistré plusieurs cas de COVID dans les derniers mois, notamment les grands groupes *Chaoren Pokphand Foods* et *Thai Plastic Industrial*. En juillet, Toyota a également arrêté sa production de voitures dans trois de ses usines du fait de la pénurie de pièces détachées causée par l'interruption des chaînes logistiques. Le manque de main d'œuvre étrangère (travailleurs migrants), résultant des régimes stricts de contrôle aux frontières et des quarantaines imposées, a par ailleurs affecté les productions agricole et de caoutchouc. À titre d'exemple, chez *Siam Agro-Food Industry*, un important exportateur thaï de fruits transformés, 30% des travailleurs manqueraient aujourd'hui à l'appel (150 sur un total de 550). Ces travailleurs, pour la plupart retournés dans leurs pays respectifs, se trouvent en effet dans l'incapacité de revenir travailler en Thaïlande du fait de la fermeture des frontières.

Philippines

Légère diminution de l'inflation en septembre

L'inflation globale a légèrement ralenti à 4,8% en glissement annuel en septembre, contre 4,9 % le mois précédent, toujours dans la fourchette anticipée par la Banque centrale des Philippines (BSP). Le taux d'inflation moyenne depuis le début de l'année s'établit à 4,5%, un taux supérieur à l'objectif annuel de 3% du gouvernement. L'inflation sous-jacente, qui exclut certains produits alimentaires et énergétiques volatils, est restée inchangée en septembre par rapport au mois précédent à 3,3% en glissement annuel.

Objectif de 20% de paiements numériques atteint en 2020

La BSP confirme avoir atteint son objectif de digitalisation de 20% du volume total des paiements en 2020. 20,1% du volume des paiements mensuels ont été effectués numériquement au S2 2020 contre 17% au S1 2020. La valeur des paiements numériques a également augmenté de manière substantielle, passant de 25 à 26,8 % sur la même période. La BSP s'est désormais fixée l'objectif de transférer 50 % du total des transactions de détail aux Philippines vers les canaux numériques et d'augmenter le nombre d'adultes philippins possédant un compte bancaire à 70 % d'ici 2023.

Proposition par la BSP d'un taux de réserves obligatoires de 3% pour les banques digitales

En vertu d'un projet de circulaire publié par le BSP, les banques digitales devraient être soumises aux mêmes normes et exigences prudentielles imposées aux prêteurs traditionnels. L'une des dispositions clés stipule que les banques digitales devront maintenir un taux de réserves obligatoires (RRR) de 3%, ce qui est similaire au niveau actuel imposé aux prêteurs d'épargne. En comparaison, le RRR des grandes banques et des prêteurs ruraux est fixé respectivement à 12 et 2%. Seulement six licences de banque digitale ont été accordées par la BSP à la banque publique Overseas Filipino Bank, Tonik Digital Bank (Philippines), UNObank, Union Digital Bank (dirigée par Aboitiz), GOTyme (dirigée par le groupe Gokongwei et Tyme), et Maya Bank of Voyager Innovations.

Cambodge

Une croissance avoisinant les 2% en 2021 selon le FMI

Publié fin septembre, le communiqué de fin de mission au titre de l'article IV du FMI met en avant la dégradation de la demande extérieure en 2020 et la propagation du virus en 2021. Sous réserve d'un soutien renforcé du gouvernement, d'une reprise de la demande extérieure, et d'un contrôle de l'épidémie (214 cas enregistrés en moyenne sur les 7 derniers jours au 7/10 mais avec une tendance baissière), le FMI estime la croissance du PIB à 2% pour cette année et 5% en 2022. Pour mémoire, l'économie s'était contractée de 3,1% en 2020. À terme, l'institution internationale recommande aux autorités de mieux cibler ses mesures de soutien et d'orienter ses dépenses publiques en faveur des objectifs de développement (capital humain, infrastructures, adaptation au climat).



Laos

Réouverture de certaines usines de textile autorisée par la Taskforce COVID-19

Pour rappel, depuis mi-septembre 2021, les usines de confection textile étaient fermées, plusieurs centaines d'employés ayant été testés positifs au COVID-19. Selon l'Association Lao de l'Industrie Textile, les usines devront se conformer aux instructions données par le ministère de la Santé afin de rouvrir. À ce jour, les usines de confection textile suivantes ont été autorisées à ouvrir : Hi-Tech Laos, Lao Apparel, Nybo et Trimxde. Les réouvertures d'autres usines sont en cours d'évaluation.

Birmanie

Nouvelle mesure restrictive sur l'accès au dollar

Alors que la banque centrale (CBM) avait publié le 3 septembre une directive obligeant les exportateurs birmans à convertir leurs revenus en devises dans un délai de 4 mois, celui-ci vient d'être ramené à un mois. Cette décision s'inscrit dans un contexte de forte dépréciation du Kyat faisant porter ainsi un risque de change supplémentaire sur les exportateurs..

Regards tournés vers la Russie

Dans un contexte où les sanctions se multiplient et où l'accès aux devises fortes se réduit, les autorités de Nay Pyi Taw cherchent à réduire la dépendance du pays aux importations de certains produits jugés essentiels. Ainsi, le Commandant en Chef des forces armées a indiqué vouloir finaliser la mise en route de l'aciérie de Pinpet (Etat Shan). Ce projet, qui avait été développé dans le cadre d'un partenariat entre le conglomérat militaire MEC et le russe Tyazhpromexport, avait été abandonné par le gouvernement précédent en 2017. Concomitamment, le ministère de l'Investissement et des Relations Economiques Extérieures a indiqué avoir des discussions avec des banques privées russes pour promouvoir les échanges commerciaux entre les deux pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Raphaël BADR, Léonore MARTEVILLE, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication



Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtrésor.gouv.fr ; eva.thach@dgtrésor.gouv.fr